

Extrait du DESINFOS.COM

<http://www.desinfos.com>

Quand le Quai d'Orsay ne s'en prend qu'à Israël

Source : Par David Ruzié, professeur émérite des universités, spécialiste de droit international

Date de mise en ligne : jeudi 3 septembre 2009

Lors du point de presse quotidien, tenu le 3 septembre 2009, il a été fait état de la visite prévue ce jour et le 4 septembre du président de l'Autorité (sic) palestinienne à Paris, visite au cours de laquelle Mahmoud Abbas devait, tout d'abord, rencontrer le ministre français des affaires étrangères, avant d'être reçu, le lendemain, à l'Élysée.

Il a été indiqué que " le processus de paix sera au coeur des entretiens », car la « priorité » pour la France est « la relance urgente des négociations, avec pour perspective la création d'un Etat palestinien indépendant, viable, vivant en paix et en sécurité aux côtés d'Israël ».

Oui, vous avez bien lu : la France s'intéresse avant tout à « la création d'un Etat palestinien indépendant, viable, vivant en paix et en sécurité aux côtés d'Israël », comme si les Israéliens constituaient un obstacle à cette réalisation.

Comme si ce n'était pas Israël qui doit faire face, depuis plus de 61 ans, à l'hostilité de la population palestinienne, encouragée par les Etats arabes voisins !

Doit-on rappeler qu'entre 1948 et 1967, rien n'empêchait les Palestiniens de constituer cet Etat, puisqu'Israël n' « occupait » ni la Bande de Gaza, ni la Cisjordanie, ni même Jérusalem-Est.

Il est vrai qu'à cette époque, la communauté internationale avait, tranquillement, laissé l'Égypte occuper la Bande de

Quand le Quai d'Orsay ne s'en prend qu'à Israël

Gaza, tandis que la Transjordanie annexait la partie de la Cisjordanie, qui aurait dû constituer la base de l'Etat arabe, recommandé, en 1947, par les Nations Unies, ainsi que Jérusalem-Est, sans pour autant en faire sa capitale.

Ce n'est qu'au lendemain de la guerre de Six Jours (préventive au Nord et au Sud et en réaction à l'agression jordanienne, à l'Est et à Jérusalem) que la création d'un « Etat palestinien » est devenue une nécessité urgente et absolue.

Plutôt que de rendre l'Egypte et la Jordanie responsables de la situation, l'opinion publique et les instances internationales, manipulées par le monde arabo-musulman, ont préféré faire d'Israël le bouc émissaire de la situation des Palestiniens.

Et oubliant, contrairement à la pratique habituelle, de mettre en cause les deux parties, le Quai d'Orsay, d'après le compte rendu succinct de la partie du point de presse consacrée au Proche Orient, est allé, sous prétexte que cela aurait été « indiqué (par) le président de la République et Bernard Kouchner lors de la Conférence des ambassadeurs », la semaine dernière, mettre en cause, uniquement, Israël, puisqu' « il faut arrêter la colonisation ».

Ici, encore, sans pour autant, pour notre part, approuver la politique suivie par les gouvernements israéliens successifs, depuis 1967, force est de constater qu'il s'agit là d'un faux procès.

Les habitants de Sderot et de plusieurs autres localités israéliennes sont, malheureusement, bien (ou plutôt mal placés) pour constater que le retrait israélien de la Bande de Gaza, depuis près de 4 ans, loin de leur apporter la paix et la sécurité, leur a apporté une angoisse permanente, des dégâts matériels et également des pertes en vies humaines.

Alors que l'on cesse de répéter à l'envi que la colonisation est la cause de la situation actuelle.

Certes, une moindre présence israélienne au delà de la « Ligne verte », indépendamment du fait qu'elle diminuerait la charge que constitue, pour Israël, la protection des habitants des implantations, faciliterait grandement la délimitation des territoires respectifs d'Israël et de l' « Etat palestinien », question qui constituera, avec le règlement de la question des « réfugiés » et le statut de Jérusalem, l'un des points majeurs de la négociation à venir.

Décidément bien mal disposé à l'égard d'Israël, les responsables français mettent, également l'accent sur « la situation de Gaza », omettant de prendre en considération le fait que ce territoire est, depuis, plus de 2 ans, entre les mains du Hamas, dont les dirigeants narguent les Israéliens, en répétant, à l'envi, qu'ils ne reconnaîtront jamais Israël.

Et s'il est vrai qu'Israël maintient un blocus sur ce territoire, c'est bien parce que le Hamas, même au risque d'aggraver la situation de la population civile, est susceptible de détourner l'aide que l'on apporterait à Gaza, qu'il s'agisse de matériaux de construction ou de fournitures de pétrole, par exemple.

On ne peut donc que déplorer que les autorités françaises semblent n'attendre de concessions que de la part d'Israël, alors que les Israéliens attendent toujours la contrepartie de leur retrait de la Bande de Gaza.